



MARC LE FUR

**“JE N’AI PAS
CHOISI LA
POLITIQUE,
J’AI CHOISI LA
BRETAGNE”**

Le député UMP des Côtes-d’Armor est souvent en première ligne quand il s’agit de défendre les questions bretonnes, comme la réunification ou la reconnaissance des langues régionales. Il revient pour *Bretons* sur l’origine de son sentiment breton, ses combats politiques et ses ambitions pour les prochaines élections régionales.

PROPOS RECUEILLIS PAR MAIWENN RAYNAUDON-KERZERHO **PHOTOS** EMMANUEL PAIN

“La France est le seul pays au monde où un président de la République, un lundi soir, découpe une carte régionale.”

BRETONS : Vous êtes né à Dakar ?

MARC LE FUR : En bon Breton, je suis né à Dakar, où mon père travaillait et où ma mère et mes frères s'étaient aussi installés. Mes parents sont originaires de Plévin et du Moustoir, deux communes qui se touchent. Comme beaucoup de Bretons, il a fallu partir travailler ailleurs. Je n'y suis pas resté longtemps, mes parents sont revenus quand j'avais 7 mois. Mais pour mes frères, puisque je suis le dernier d'une famille de cinq, ça a été une expérience !

Notre père était militaire ?

Non, il était fonctionnaire. Il y avait d'ailleurs beaucoup de Bretons là-bas. Cela reflète une capacité à partir et à rester soi-même, un certain goût de l'aventure aussi, qui ne s'exprime pas aujourd'hui de la même façon qu'hier. Je dis toujours que la Bretagne, ce ne sont pas cinq départements, mais six. Parce qu'il y a les “*maez ar vro*”, ceux qui sont à l'extérieur, qui restent fidèles à leurs origines et qui parfois se découvrent plus Bretons du fait de leur expatriation. C'est très certainement le cas de mes parents.

Quand vous êtes revenus, vous vous êtes installés dans les Côtes-d'Armor ?

On a toujours eu des attaches dans les environs de Plévin. Mais mon père travaillait à Paris. On était partagés entre Paris et la Bretagne. Au moment de la retraite, mes parents se sont réinstallés en Bretagne.

Où avez-vous fait vos études ?

J'ai fait mes études à Paris, en Breton de Paris. Dans le secondaire et le supérieur. Mais à peine étions-nous en vacances qu'on repartait en Bretagne. Le paradoxe, c'est qu'on parlait breton, en Bretagne et à Paris.

Vous parliez breton avec vos parents ?

Oui. Avec mes parents, et j'avais la chance d'avoir ma grand-mère, qui vivait avec nous et qui portait la coiffe. C'est pour ça qu'on parlait breton. Elle ne maîtrisait pas très bien le français. Et la conversation roulait spontanément en breton. Je l'ai un peu perdu objectivement, mais pas complètement quand même. Je ne l'ai pas appris à l'école, mais à la maison. C'était la langue maternelle de mes parents qui, eux, avaient appris le français à l'école.

Vous faites pourtant partie d'une génération à laquelle en général les parents n'ont pas parlé breton ?

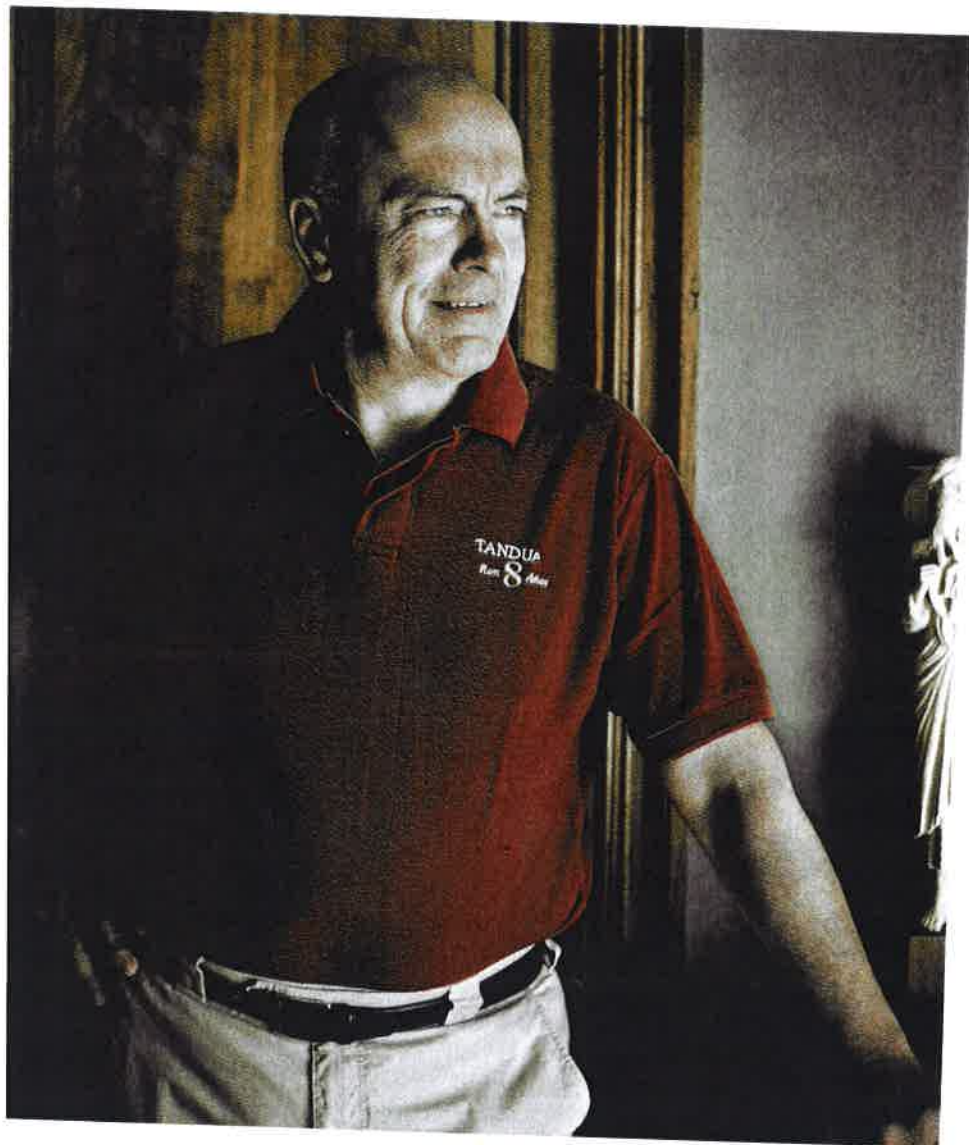
Il y avait beaucoup de familles qui refusaient de parler breton, en disant “on va pénaliser nos enfants”. Chez nous, ce n'était pas du tout ça. Mes parents, sans être militants, étaient très soucieux de transmettre. Dans cette transmission, il y avait des valeurs morales, mais aussi l'attachement à une culture, à des origines, un sentiment d'appartenance. Et, ce faisant, une fierté. Qui n'était pas revendiquée, mais qui était assumée.

Vous avez donc toujours su que vous étiez Breton ?

Toujours. Peut-être d'autant plus du fait de l'éloignement. On revenait en vacances, on retrouvait les autres membres de la famille et tout le voisinage, à Plévin. C'est une commune qui est en Côtes-d'Armor, mais elle touche le Finistère et le Morbihan. Très tôt, j'ai donc compris que les logiques départementales n'avaient pas beaucoup de sens. Je suis maintenant élu d'une circonscription galloise. J'ai donc appris le gallo. Je ne le maîtrise pas complètement, mais je le comprends, à force. C'est d'ailleurs intéressant de voir cette diversité de la Bretagne. C'est une diversité revendiquée. Il y a deux langues, il y a Brest, Rennes et Nantes... C'est une richesse qu'il faut préserver par rapport à un schéma jacobin d'une diversité existante de fait, mais souvent niée ou réduite à de la caricature ou du folklore.

Adulte, vous êtes venu vivre en Bretagne ?

Après, dans mon itinéraire, mon souci a été de trouver des opportunités professionnelles pour rentrer en Bretagne. Chaque fois que j'ai pu. J'ai fait mon service militaire à Dinan, durant ma scolarité à l'Ena j'ai fait un stage dans une coopérative bretonne. Et, à la sortie de l'école, comme j'avais un peu l'opportunité de choisir, je me suis engagé dans le corps préfectoral. Mais c'était une carrière où on tourne, on bouge. Je ne me voyais pas ainsi toute mon existence. J'ai donc choisi la politique... En réalité, je n'ai pas choisi la politique, j'ai choisi la Bretagne.



des conditions assez compliquées : je continuais mon travail, ce n'était pas évident, il y avait des réunions le soir. Mais ça a été un gros succès de la droite et cela a facilité mon retour en Bretagne. À peine élu, je m'installe à Quintin. J'avais déjà trois enfants et un quatrième qui allait naître quelques jours après mon élection.

Et vous n'êtes jamais parti ?

Non. J'ai été battu en 1997. C'est une expérience qui n'est pas évidente, subir un échec. Je me suis accroché et je crois que ça a été apprécié. Les gens ont dit : "Il y croit, il n'était pas venu simplement pour voir". Et, en 2002, ils m'accordent à nouveau leur confiance. Entre-temps je suis devenu conseiller régional puis conseiller général. Je n'ai jamais hérité de quoi que ce soit en politique, puisque j'ai gagné une circonscription qui était tenue par la gauche depuis quinze ans et j'ai repris un canton qui était tenu par la gauche depuis vingt-quatre ans. Je n'ai hérité de rien. Ce que j'ai, je l'ai gagné, grâce à mes amis et mes soutiens. Mais en tout état de cause, cela confère une certaine liberté. Parce que je suis dans un parti, avec une hiérarchie. Mais je peux dire : attendez, moi j'ai gagné mon truc. Je suis donc un homme très libre.

Vous êtes un homme de droite, c'était une tradition familiale ?

Oui. Je suis à l'intersection de deux familles politiques : le courant gaulliste et le courant démocrate-chrétien. J'étais enfant, mais je me rappelle que mes parents avaient été très impressionnés par le discours du général de Gaulle à Quimper en 1969. Il avait fait preuve d'une grande volonté de décentralisation, qu'on n'a jamais retrouvée par la suite ! Ce n'étaient pas des détails, on ouvrait grand les fenêtres ! En ce qui concerne le courant démocrate-chrétien, la première réunion politique à laquelle j'ai assisté, c'était à Rostrenen, avec la députée Marie-Madeleine Dienesch. Je devais avoir 17 ans, j'étais avec mon père. Et je n'imaginai pas que j'allais lui succéder ! Pas en direct, parce qu'il y a eu 13 ans entre elle et moi, mais quand même. Ça a été une personnalité importante : une des premières femmes vraiment engagées en politique, et la

Vos frères sont aussi attachés que vous à la Bretagne ?
Non, je le suis plus que les autres. Pourtant, ils étaient dans une situation similaire... Mais moi, c'était très net.

À Sciences Po d'abord, à l'Ena ensuite, ça ne doit pas être si évident de revendiquer une spécificité comme celle-là ?

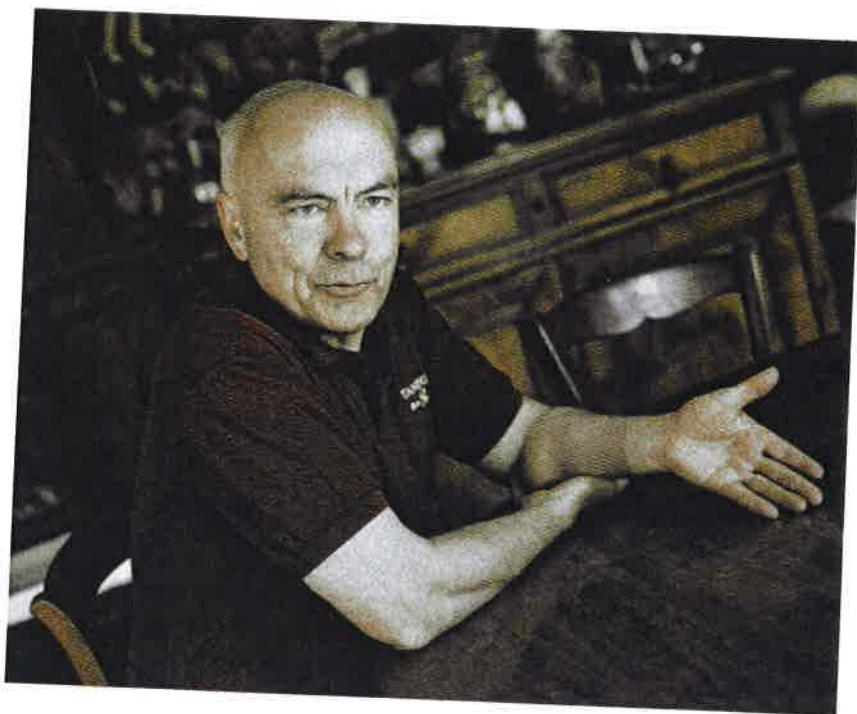
Oui et non. Parce que les Bretons se retrouvent toujours un peu. Je me rappelle ainsi, à Pâques 1978, un évènement considérable en Bretagne : le naufrage de l'*Amoco Cadiz*. Et avec quelques étudiants de Sciences Po, Bretons ou attachés à la Bretagne, on a décidé de passer nos vacances de Pâques à nettoyer les côtes. On avait un peu de mérite, parce que les examens de fin de cycle commençaient en mai ! Notre efficacité, malgré notre bonne volonté, était d'ailleurs relative. Je me souviens très bien de ce paysage surprenant, on voyait les galets noirs, la boue...

Quand avez-vous fait ce choix de la politique ?

Je commence à militer en Bretagne en 1986, sans avoir de responsabilité électorale. Et, un peu avant les élections de 1993, les gens qui me connaissaient me disent : "Il faut que tu te lances, on a besoin de quelqu'un, tu as le bon profil". J'hésite. Mon épouse m'encourage. Et j'ai beaucoup de chance, parce que c'est une bonne année électorale et nous l'emportons. C'est mon premier mandat de député.

Vous habitez ici ?

Non, à l'époque j'étais en poste dans une collectivité des Deux-Sèvres. Objectivement, ce sont mes amis politiques du secteur qui m'ont poussé à y aller. On est partis en campagne dans



« Je ne veux pas être un Ouestin, une Ouestine, et encore moins un Ouestiti. Nous sommes des Bretons, c'est la réalité. »

première femme élue vice-présidente de l'Assemblée nationale. Et je lui ai là aussi succédé, puisque je suis devenu vice-président de l'Assemblée nationale en 2007.

Vous êtes un homme effectivement très libre, notamment en ce qui concerne les questions bretonnes. Lors du débat sur la ratification de la Charte européenne des langues minoritaires, dont vous étiez un des moteurs, la consigne de votre groupe politique était de voter contre...

Il n'y avait pas de consigne. C'est vrai qu'une majorité du groupe a voté contre. Mais je n'étais pas le seul à être libre : tous les députés concernés, les Alsaciens, ceux de Flandre, ceux de toutes les régions où existe une langue régionale, ont voté pour.

Il y a donc un problème : une incompréhension entre ces députés et les autres, entre vous et quelqu'un comme Henri Guaino qui a fortement combattu ce texte ?

C'est toute la différence entre un propos théorique abstrait et le propos concret. Moi, je me revendique du concret, d'une politique enracinée, qui tient compte des réalités, des choses qui existent, qui parlent aux gens. Mais on a un vrai sujet de fond, au-delà de ça, d'un certain divorce entre la Bretagne et Paris, assez net depuis deux ans. Divorce d'autant plus conséquent que la Bretagne a voté assez largement pour François Hollande. Divorce sur le plan économique, c'est clair : la région était relativement épargnée sur le plan économique, elle prend maintenant la crise peut-être un peu plus fortement que les autres. Divorce sur l'affaire de l'écotaxe : l'attachement des Bretons à tout ce qui peut nous relier aux autres est conséquent, et là on avait

l'impression qu'on nous barrait la route. Divorce sur les langues : le président de la République avait dit qu'il adopterait la Charte. Et rien n'arrive. Il y'a eu un débat en janvier. Depuis, rien ! Le texte devait passer au Sénat. Il n'est pas inscrit à l'ordre du jour ! Il n'y a même pas un rapporteur désigné ! Et puis, divorce sur la nouvelle carte régionale. Il existait une espérance. Quand le président a commencé à l'évoquer, je me suis dit qu'on avait une occasion pour faire la Bretagne à cinq, qu'il fallait la saisir. Et, déception considérable, le soir du 2 juin, on a vu apparaître une carte vraiment jacobine ! Tout se conçoit depuis Paris, sans écoute, sans concertation, sans prise en compte des réalités locales. Et ce n'est pas spécifique à la Bretagne, il y a d'autres régions très mal servies par cette carte.

Il y a pourtant des Bretons au gouvernement. Comment expliquer ce divorce entre le discours des hommes politiques qui sont souvent régionalistes en Bretagne et jacobins à Paris ?

La France est le seul pays au monde où un président de la République, un lundi soir, découpe une carte régionale. Merkel n'a pas créé la Bavière ! Elle existe depuis mille ans ! Nous, ce qu'on demande à nos responsables politiques, ce n'est pas de créer des régions, c'est de tenir compte des réalités qui existent, que l'histoire et la géographie font. Ce n'est pas une nostalgie, une logique de "faire comme avant". Parce que nous nous projetons dans l'avenir, nous avons besoin d'une identité forte. Mais cela s'explique par la réalité jacobine, et par un parti socialiste qui n'a pas tenu ses engagements. On nous prépare un Grand Ouest. Moi, je dis non. Je ne veux pas être un Ouestin, une Ouestine, et encore moins un Ouestiti. Nous sommes des Bretons, c'est la réalité. Le vrai souci de la Bretagne, c'est qu'on est en contradiction avec le schéma français. Aujourd'hui, le schéma français est : refus de l'avenir, refus d'autrui, manque de confiance en soi. Refus de l'avenir, on le voit avec le principe de précaution, qui est en fait un principe d'inaction. Refus des autres, peur bleue de tout ce qui nous entoure, l'Europe, le monde, etc. La vocation de la France devrait pourtant être différente, et la vocation de

la Bretagne est très différente : on est entourés d'eau, nous sommes en lien avec le monde britannique, l'outre-Atlantique. Et le manque de confiance en soi, alors que nous sommes dans une logique où nous devons au contraire cultiver une identité. Une identité heureuse, apaisée, mais une identité. C'est-à-dire un sentiment d'appartenance : on se situe dans le temps et dans l'espace, et on se projette dans l'avenir. On ne peut se projeter dans l'avenir que quand on se situe dans le temps et dans l'espace. Ces trois caractéristiques exacerbées au niveau français me semblent négatives, il faut qu'on soit dans l'inverse : ouverture aux autres, optimisme pour l'avenir et confiance en soi.

Que répondez-vous à ceux qui voient dans cette identité un danger pour la France ?

C'est l'éternel fantôme, le mistigri qu'on agite, à droite et à gauche. On aura droit à tout ! On va nous accuser de sectarisme, etc. Il n'y a de danger que si on ne nous comprend pas. Il existe une espèce d'irréalisme du jacobinisme de droite, et la gauche cultive de vieilles lunes de type lutte des classes. Alors que nous, nous sommes dans une logique de rassemblement. On a vu sur

l'affaire de l'écotaxe un rassemblement qui a surpris tout le monde. Quand j'explique à l'Assemblée qu'on s'est réunis, avec les ouvriers, les paysans, les chefs d'entreprise... Il y a un sentiment d'appartenance, et chacun sait dans une entreprise qu'on est tous dans le même bateau. Ça ne veut pas dire qu'on ait toujours les mêmes intérêts. Il y a des moments où il faut revendiquer et obtenir. Mais il y a aussi des moments où il faut se rassembler. Ça a surpris tout le monde, en France et à l'extérieur. J'ai été très frappé de voir, que ce soit à Quimper ou à Carhaix, le nombre de télévisions et de radios étrangères, qui se demandaient ce qui se passait.

C'est ainsi que vous avez pu dire, avec le Vert François de Rugy par exemple, que vous pouviez vous retrouver sur l'essentiel, c'est-à-dire la réunification. Ce sentiment d'appartenance permet de transcender les clivages politiques ?

Oui. J'ai une règle en politique. J'ai des amis politiques et des concurrents. Mais quand il y a une bonne idée, partagée par les uns et par les autres, tant mieux. En plus, j'oserais dire que ce n'est pas moi qui rejoins les idées des autres, ce sont plutôt eux qui me rejoignent. Je ne vais pas être contre mes idées parce qu'elles sont reprises par d'autres ! Je fédère, il faut à ce moment-là faire un certain nombre de concessions. Jusqu'à présent, la Bretagne était forte parce que tout le monde se rassemblait. Et là, on l'a vu à Nantes, objectivement, toute l'UMP est rassemblée, les écolos sont rassemblés. Et le PS n'est pas là. Ou il est très divisé. Ou on ne l'entend pas. Ou alors, il a décidé de passer à autre chose.

Vous pensez que c'est ça ?

Je crois qu'ils sont dans l'embarras. Je ne doute pas de la bonne foi d'un certain nombre d'élus PS sur cette affaire. Mais je constate qu'on ne les entend pas. Il n'y a pas de voix conséquente

d'élus socialistes qui se soit manifestée dans cette affaire. J'attendais Le Drian, on ne l'a pas entendu. De la part de Lebranchu, on a plutôt entendu des propos contradictoires. Il y a des Bretons au gouvernement ! On se disait qu'enfin on allait pouvoir faire passer quelques messages. Mais on ne les entend pas. Pierrick Massiot de ce point de vue a été meilleur. Le propos qu'il a fait paraître dans la presse, je l'aurais signé ! Mais personne ne connaît Massiot...

Avez-vous le sentiment d'être compris par vos collègues de l'Assemblée nationale ?

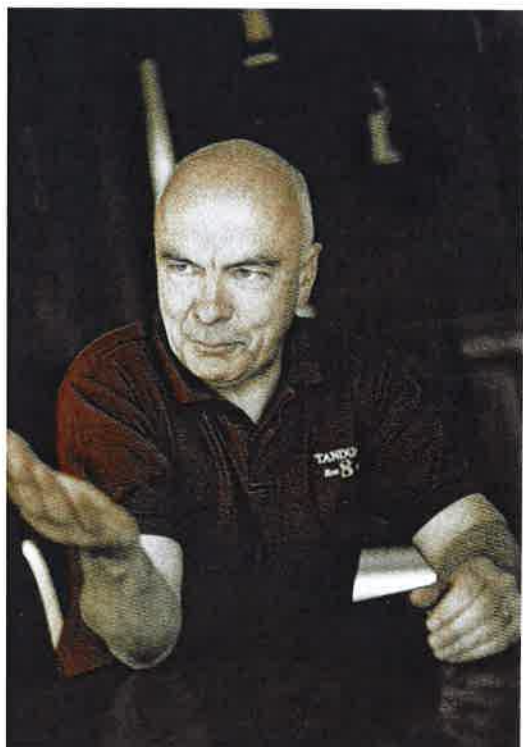
Le but, c'est surtout de faire passer ses idées. En 2008, il y a eu la réforme de la Constitution. Je concours avec d'autres à l'introduction dans ce texte des langues régionales. La vie politique, ce n'est qu'affaire de rapports de force. On avait avec nous les Alsaciens, les Basques, les Corses. On a vu Sarkozy, et on lui a dit : "La réforme est bien, mais nous, on veut ça". Comme on savait que c'était ric-rac, on a obtenu ce que nous voulions. À un moment donné, il faut être capable, dans son propre parti, de créer un rapport de force. Je crois l'avoir montré dans mon camp à l'époque. Je l'attends de la part des élus socialistes.

C'est un manque de courage ?

À un moment, il faut être courageux. La vie politique, sa grandeur, c'est d'avoir quelques convictions et de les faire passer. Mais c'est impossible tout seul. Il faut être dans une organisation politique, il ne s'agit pas d'être un grognon dans un coin, mais d'être efficace, présent dans les partis, dans leur organisation. Et puis, d'être crédible et de faire passer le message en créant un rapport de force. Je l'ai fait en 2008, j'espérais que les élus socialistes qui sont maintenant plus en capacité d'agir que moi, puisqu'ils sont dans la majorité, auraient pu le faire. Je les attends toujours.

Être Breton, ce serait pourtant cela, tenir ses convictions ?

Être Breton, pour moi, c'est avoir confiance en soi et en sa région. Avoir la capacité à se projeter dans l'avenir. Il faut se dissocier du schéma français statique. Il faut savoir réhabiliter le sens de l'aventure, du risque, de l'entreprise.



Si la Bretagne, c'est plan-plan, ce n'est pas la Bretagne. J'étais à Paris avec un des frères Guillemot. Ils sont leaders dans leur domaine (le jeu vidéo avec Ubisoft, ndr), cinq frangins d'un patelin entre l'Ille-et-Vilaine et le Morbihan ! On ne doit pas avoir peur, il faut y aller.

Vous vous êtes fait remarquer également lors du débat sur le travail du dimanche, contre le mariage pour tous...

Pour moi, tout cela est très cohérent. Ce qui est important dans la vie sociale, c'est la transmission. J'ai été très frappé de voir que nos positions sur le mariage pour tous étaient non seulement appréciées mais reprises en Bretagne, et qu'elle a été une des régions les plus mobilisées dans ces grandes manifestations. Je crois en la valeur d'enracinement et en la capacité de projection.

On n'a pas transmis la langue. Mais ils ont été élevés ici à Quintin. Je crois leur avoir transmis des valeurs morales et un sentiment d'appartenance. J'ai essayé tout au moins. Ils font leur vie, je leur ai donné les cartes, après c'est à eux d'en jouer. Et puis, ils ont été élevés ici, au milieu des fils d'ouvriers, de paysans. À eux de découvrir le monde maintenant !

Ces combats sur la Charte des langues minoritaires, sur la réunification durent depuis des décennies. Vous croyez encore à une victoire possible ?

Sur la Charte, j'y croyais, mais je ne vois rien venir, je manifeste mon inquiétude. Sur la réunification, quand le président a commencé à aborder le sujet, je me

apparentés. Ils pourraient faire quelque chose quand même !

La Bretagne risque-t-elle de disparaître ?

Nous avons pour nous l'opinion. Le sondage paru dans *Ouest-France* est très intéressant. Quelles sont les régions où il y a le plus fort sentiment d'appartenance ? Les régions périphériques, et surtout la Bretagne. Quelles sont les régions où il y a le plus faible sentiment d'appartenance ? Les Pays de la Loire et l'Île-de-France. Nous avons pour nous l'opinion, l'histoire, la réalité, la volonté de nous projeter. Le train de la révision de la carte ne passera pas quinze fois. Tous les gouvernements ne rebrasseront pas tout ça. Il y a aussi les autres régions : l'Alsace ne veut pas de la banalisation qu'on lui présente. Et la région Centre aspire à un rapprochement avec les Pays de la Loire, dans une grande et belle région Val de Loire, avec qui nous pourrions non seulement voisiner mais aussi coopérer. Là, ça veut dire que la Loire-Atlantique s'en dissocierait, de façon harmonieuse. Et on pourrait avoir une belle région Blois-Tours-Angers, et une Bretagne comprenant Nantes. L'intérêt de la carte, c'est qu'elle offre aussi des perspectives aux autres.

Au-delà de ce train, il y a un certain nombre de fondamentaux qui déclinent...

Oui, il y a la langue. C'est vrai qu'un sentiment d'appartenance qui ne s'inscrit pas sur des données très concrètes, c'est plus difficile.

Est-ce qu'on peut être Breton si la langue n'est plus parlée ?

Oui, historiquement, le breton n'a été parlé que dans une moitié de la Bretagne. On peut donc parfaitement être Breton sans maîtriser la langue.

Oui, mais peut-on être Breton si elle n'est plus parlée du tout ?

C'est une vraie question. C'est pour ça qu'il faut accompagner tout le mouvement associatif, celui qui existe dans les écoles publiques, privées, Diwan. Il ne faut pas que ce soit un élément de survie marginale, mais une fierté pour tous. Pour me faire comprendre sur ces histoires de langues régionales, auprès de mes collègues députés qui ne les maîtrisent pas, je leur dis : "Ne limitez

“La Bretagne, son identité, sa capacité à assumer le risque, c'est la clé de la réussite économique.”

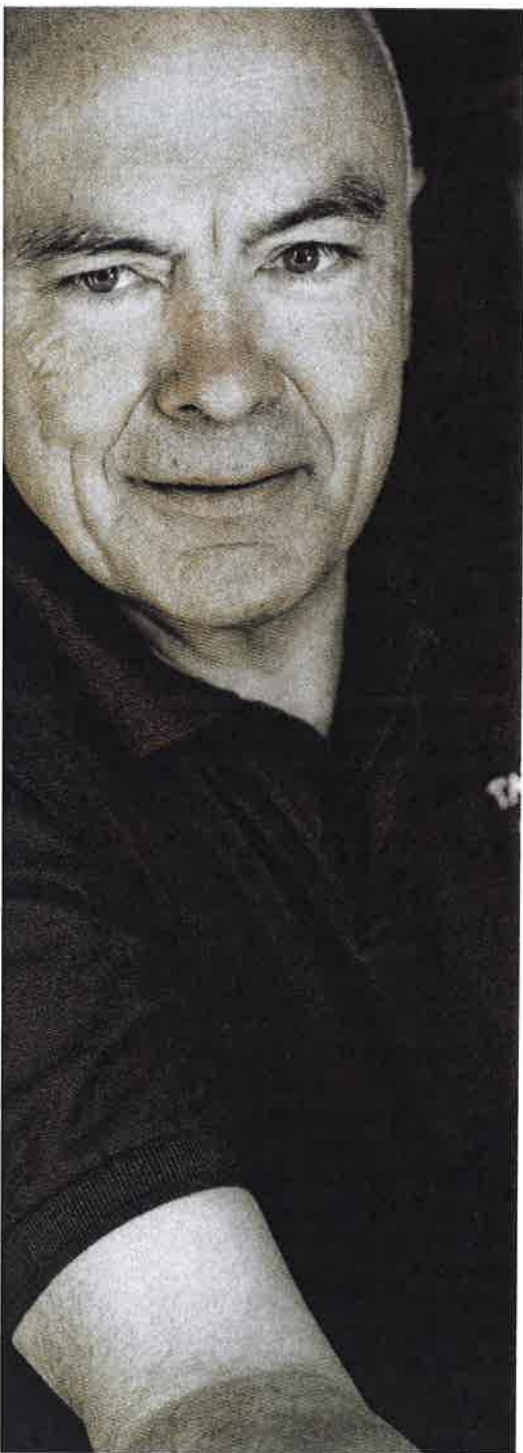
Il n'y a de sens de l'aventure que quand il y a un port d'attache. Ça vaut aussi en termes moraux. La famille est un élément central de solidarité, de transmission. Si nous, nous ne transmettons pas, qui le fera ? Puisqu'on est dans un monde où les pouvoirs publics ne transmettent pas notre culture, notre histoire etc. Je crois être très cohérent dans mes divers combats.

Vous avez cinq enfants. Vous leur avez transmis la Bretagne ?

Ce n'est pas toujours évident. Mon épouse, je suis veuf, était normande.

suis dit qu'on avait une occasion. Quand la carte ne bouge pas, c'est très difficile d'extraire la Loire-Atlantique. Mais la révision de la carte pouvait être un élément de révision de l'ensemble. Et j'ai été très déçu. On verra lors des débats. Mais on sent bien que les choses apparaissent cadencées. Elles auraient pu évoluer si un certain nombre d'élus socialistes... Dans cette région, il y a 27 députés, dont 22 socialistes ou





jours. On a affaire à une France dépressive, qui subit un sentiment de déclasserement. C'est comme quelqu'un dont le papa était cadre supérieur et qui a le sentiment de ramasser les poubelles. C'est un peu ça la France d'aujourd'hui, c'est l'ambiance. Des crispations sur des vieilles luttes de classe, sur des mots. Nous, nous sommes dans une tout autre logique : fiers de notre identité, une identité heureuse, capables de nous projeter dans l'avenir et vers les autres.

La France devrait s'inspirer de la Bretagne ?

Oui. Les régions qui marchent sont souvent les régions les plus identitaires. J'avais un collègue à l'Assemblée qui nous expliquait que, attention, il ne faut surtout pas tomber là-dedans, regardez ce qui se passe en Catalogne, en Lombardie... Mais ce sont les régions qui marchent le mieux en Europe ! Ce ne sont pas des exemples négatifs mais positifs ! Il faut s'en inspirer ! Objectivement, ce n'est pas simplement pour se faire plaisir qu'on dit ça. Ma conviction est que le temps des hiérarchies est derrière nous. On est dans le temps des réseaux. Le temps des hiérarchies, c'était la logique jacobine : Paris et les régions, le centre et les périphéries, auxquelles on laissait une marge qui relevait de la tolérance. Moi, je suis dans une logique de réseaux. Ce qui compte, c'est la capacité à se parler, à se rassembler, à s'identifier. Le réseau breton existe parce que les gens ont un sentiment d'appartenance. Comment se fait-il qu'on a un réseau breton à New York ? Avec des gens qui pour certains ne sont même pas nés en Bretagne, qui ont une attache assez limitée mais qui ont un sentiment d'appartenance d'autant plus fort qu'ils sont éloignés ? Et ce sentiment va se manifester peut-être plus en tant que Breton qu'en tant que Français. On peut se sentir aussi bien Breton, que Français et Européen, le système des poupées russes me va bien. Il ne faut surtout pas être dans l'exclusive. La logique jacobine, c'est l'exclusive. Elle ne connaît que l'individu et la nation. Elle nie la famille, elle nie les

pas le sujet au nombre des locuteurs. Ce sujet, il intéresse et il passionne bien au-delà". Mais il faut une base réelle et démographique très concrète. Je crois que la Bretagne a tout intérêt à cultiver son identité et sa personnalité. D'autant que nous sommes dans un pays qui, objectivement, est un peu malade, dépressif. On le voit de manière un peu pathologique à l'Assemblée, cette crispation interne au PS, ces divisions que je n'imaginai pas il y a encore quelques

réalités régionales. Moi, je suis dans une tout autre logique : l'individu est forgé dans une famille, c'est une personne humaine, qui vit des relations qu'il a avec des tiers, qui appartient à une culture régionale, avec des degrés divers. Nous sommes dans un monde où les gens sont très seuls, on a besoin de ça !

Serez-vous candidat aux élections régionales ?

Il faut d'abord voir comment ça va se passer, avec quel calendrier. Mais, en tout état de cause, d'une façon ou d'une autre, il faut que nous portions nos valeurs au niveau régional. Je ne le cache pas, beaucoup de gens me disent que je dois m'y préparer, que je dois être en capacité quand les circonstances se présenteront. La vie publique, c'est aussi assumer des responsabilités. Tout ça se précisera.

Est-ce que les reniements du Parti socialiste sur les questions bretonnes peuvent être une opportunité pour la droite de revenir au pouvoir ?

Le vrai sujet pour les élections à venir, avant les affaires régionales et institutionnelles, ce sera la crise. Une crise qui risque de s'accroître, qui atteint aujourd'hui le bâtiment de manière conséquente, dont la Bretagne était jusqu'à présent relativement épargnée, mais que nous prenons maintenant de plein fouet. Il faut que nous démontrions dans ces élections que la région, parce qu'elle va rassembler, qu'on va en finir avec ces divisions départementales, est la condition pour être plus efficace en termes économiques. Se rassembler sur un projet régional, se donner les moyens de hiérarchiser entre nous nos priorités, c'est la condition de l'efficacité. Il faut que nous expliquions aux Bretons que le combat pour l'emploi, pour l'efficacité économique se conjugue avec le combat pour la réalité régionale. Il ne s'agit pas d'un autre sujet, d'un autre paragraphe, il ne s'agit pas de mettre l'économie d'un côté et la Bretagne de l'autre : la Bretagne, son identité, sa capacité à assumer le risque, c'est la clé de la réussite économique. Si on démontre qu'il y a cohésion entre notre revendication bretonne et la réussite économique, on gagne. Je vois déjà la petite musique qui nous est opposée par les tenants du jacobinisme ou la nouvelle version du PS, qui est de dire : tout ça n'intéresse pas les gens, c'est l'emploi... Non ! C'est le même débat ! Il faut que nous le démontrions. ■